



**University of  
Zurich**<sup>UZH</sup>

**Zurich Open Repository and  
Archive**

University of Zurich  
University Library  
Strickhofstrasse 39  
CH-8057 Zurich  
[www.zora.uzh.ch](http://www.zora.uzh.ch)

---

Year: 2013

---

## **Les Jeux, un mauvais vecteur d'image**

Müller, Martin

Abstract: Sur le plan marketing, il y a contradiction entre l'événement de masse que sont les Jeux et l'image polie d'une Suisse destination de luxe et naturelle.

Posted at the Zurich Open Repository and Archive, University of Zurich

ZORA URL: <https://doi.org/10.5167/uzh-83956>

Newspaper Article

Published Version

Originally published at:

Müller, Martin. Les Jeux, un mauvais vecteur d'image. In: Le Temps, 28 February 2013, online.

# LE TEMPS

---

opinions Jeudi 28 février 2013

## Les Jeux, un mauvais vecteur d'image

Par Martin Müller

**Sur le plan marketing, il y a contradiction entre l'événement de masse que sont les Jeux et l'image polie d'une Suisse destination de luxe et naturelle, explique Martin Müller, professeur assistant à l'Université de Saint-Gall**

«Il est aussi impossible pour les Jeux olympiques de Montréal de produire un déficit que pour un homme de devenir enceint[e]», avait déclaré le maire de la Ville de Montréal lorsque sa ville s'est vu confier l'organisation des Jeux olympiques d'été de 1976. En vérité, la grande manifestation a coûté huit fois le budget initialement prévu. Et il a fallu trente ans à la Ville pour rembourser ses dettes. Pourtant, de nombreux pays et villes restent convaincus que les bénéfices des Jeux olympiques surpassent leurs coûts. Après l'échec de la candidature de Sion pour les Jeux d'hiver auprès du Comité international olympique, qui lui a préféré Turin, et l'échec de Berne en 2010 devant le peuple, c'est au tour des Grisons, avec Saint-Moritz et Davos comme stations organisatrices de l'événement, de préparer un dossier pour 2022.

Le Conseil fédéral a décidé de contribuer à cette candidature pour 30 millions de francs et – en cas de succès – d'accorder une garantie de déficit pour 1 milliard de francs (des engagements sur lesquels le parlement se prononcera si le peuple grison donne son feu vert le 3 mars, ndlr).

Les perspectives sont favorables pour les candidats à ces Jeux d'hiver. Les précédentes rondes ont vu reculer le nombre des intéressés. La combinaison entre topographie et infrastructures nécessaires réduit le cercle des organisateurs potentiels. A quoi s'ajoute la crise de la dette, qui interdit aux fonds publics de nombreux pays de verser les subventions requises.

Saint-Moritz et Davos espèrent, grâce aux Jeux d'hiver, redynamiser leur compétitivité touristique et favoriser le développement de la région. Alors que, dans les années 1960 et 1970, les deux communes faisaient partie de l'avant-garde pour les sports d'hiver, ces dernières décennies, elles ont accumulé du retard en matière d'investissements. Le rapport prix-prestations n'a cessé de se dégrader et cette péjoration s'est encore accentuée en raison de la force du franc. La demande touristique s'en ressent. Entre 2008 et 2011, les deux stations ont perdu 14% de leurs nuitées. Rien que durant la dernière saison hivernale, les remontées mécaniques de Davos Klosters ont vu le nombre de leurs premières entrées chuter de 13%.

Les Jeux d'hiver sont toutefois, à plusieurs points de vue, le mauvais remède à ce malaise structurel. En termes d'image, ils n'apportent pas grand-chose à des régions comme Saint-Moritz, ou même à la Suisse dans son ensemble. Tout au contraire. L'impact de masse, qui est intéressant pour des sponsors comme Coca-Cola et McDonald's, nuit à l'image de marque de Saint-Moritz, bien établie dans le segment du luxe. En matière de marketing touristique aussi, le spectacle médiatique et la concentration d'infrastructures sur un petit territoire contredisent l'image consciencieusement soignée de la Suisse sous le slogan «tout naturellement».

En outre, les exigences des Jeux d'hiver en matière d'infrastructures pour une destination telle que Saint-Moritz ou Davos ont deux tailles de trop. Tandis qu'en 1992, Albertville accréditait encore 39 000 personnes dans des fonctions officielles, il y a deux ans, Vancouver atteignait déjà deux fois et demie ce chiffre. L'ensemble de

l'hôtellerie des Grisons parvient à peine à rassembler les 23 000 chambres exigées par le CIO. Et ce chiffre ne comprend ni l'hébergement des spectateurs, ni celui des bénévoles et des athlètes. Il ne s'agit pas seulement de créer de nouvelles capacités, mais de le faire dans un marché touristique en stagnation.

La candidature grisonne ne veut pas de gigantisme et souhaite créer le plus d'aménagements temporaires possible. C'est louable, mais difficilement réalisable. Certes, les installations temporaires résolvent le problème des ruines une fois les Jeux terminés. Mais elles n'amènent pas grand-chose au développement régional. Ce constat annule l'argument des effets positifs à long terme comme légitimation. Certes, le CIO veut depuis longtemps réduire la taille des Jeux olympiques mais, ces dernières années, tout indique que la croissance n'a pas vraiment été maîtrisée.

Trop de parties prenantes, telles que les fédérations sportives, les comités nationaux olympiques, les comités locaux d'organisation, les sponsors et même le CIO lui-même, devraient se déshabituer des flux d'argent et de la grandeur de l'événement. Avec le statu quo, les Jeux olympiques ne peuvent plus raisonnablement s'organiser que dans de grandes agglomérations au bénéfice d'un arrière-pays.

Enfin, il est invraisemblable que le budget opérationnel de 3 milliards de francs puisse être maintenu. Selon une étude, depuis 1960, les dépenses pour l'organisation de Jeux olympiques ont systématiquement dépassé le budget prévu. Les Jeux d'hiver ont, en moyenne, coûté le double du devis initial. C'est pourquoi le CIO exige de l'Etat organisateur, dès l'acte de candidature, une garantie de déficit. Dans le cas des Grisons, entre mai et juillet 2012, les coûts de candidature ont déjà bondi de 36 à 60 millions de francs. Les dépenses de 250 millions prévues pour la sécurité sont établies de manière sensiblement plus optimiste que cela n'a été le cas aux Jeux d'hiver de Vancouver en 2010 (presque 1 milliard) et de Sotchi en 2014 (2,4 milliards).

La modernisation des infrastructures d'hébergement, l'amélioration du rapport prix-prestations dans l'offre touristique, le développement durable de la région, le développement des transports publics et la promotion du sport sont tous des objectifs importants pour les Grisons et pour la Suisse. Mais il n'est pas besoin des Jeux olympiques pour cela. Bien au contraire. Ces défis peuvent être relevés grâce à des projets structurels ciblés et à un coût nettement inférieur.

**LE TEMPS © 2013 Le Temps SA**